

[Texte]

Avant de laisser la place aux députés qui voudraient nous poser des questions, permettez-moi de vous présenter rapidement tous les fonctionnaires qui m'accompagnent, outre ceux que vous avez déjà rencontrés, du côté Douanes et Accise, nous avons M. J. N. Leigh, qui est sous-ministre adjoint des Opérations douanières; M. T. C. Greig, qui est sous-ministre adjoint des Programmes douaniers; M. B. S. Joudrey, qui est sous-ministre adjoint suppléant, côté Accise; M. Morgan, chef de la section de la Planification financière. Du côté impôt, vous avez déjà rencontré M. H. E. Garland; il est accompagné de M. R. W. Arbuckle, sous-ministre adjoint des Systèmes et de la planification; de M. D. L. H. Davidson, sous-ministre adjoint de la Législation; de M. J. W. D. Pudney, directeur des Services de la gestion financière. Et accompagnant M. Tansley, directeur de l'administration de la Loi anti-inflation, nous avons M. W. H. Oliver, qui est administrateur adjoint, côté Compensation.

The Chairman: Thank you very much. We will now proceed to questioning on the main estimates. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, this has to do with the district office in Winnipeg and in my own area, so it is an administrative thing. I have received complaints from, generally, small businesses. In complying with the income tax provisions, those who live in rural areas are at a disadvantage. If the income tax return is checked against the receipts and so on, rurally they have to send all their books to Winnipeg, whereas when you live in the city then somebody goes around to the small business. Now this makes it more difficult, as you are not there to go over it with them. One case I am apprised of a small storekeeper, who unfortunately burnt all his wholesale bills, had his cheques which he was under the impression were enough. However the department has assessed him as if all the business he took in during the year was profit and that he had no wholesale costs.

As I understand if you have set up an audit desk in the city and this seems to be staffed by people who are unfamiliar with their problems, and it is not too satisfactory considering the problems of small business. I do not think they feel small business is evading tax but they have not got all the bills to just show exactly what it is. I was wondering what your comment on that administrative problem might be.

The Chairman: Madam Minister.

Miss Bégin: Mr. Chairman, to answer the question raised by Mr. Ritchie, and before asking Mr. Garland to be more specific than I can be as a new Minister, I would like to tell the members of the Committee that the problems of small businesses, vis-à-vis our quite complex system, has been one of my concerns. I can give the assurance that we are reviewing some tax forms with a view to simplification. This has been brought to our attention by several groups.

Now you did talk of the administrative set up and you referred to your particular corner of the country, on this and

[Interprétation]

Before I leave the floor for questioning, allow me to introduce to you very rapidly the other officials who are with me this afternoon. From Customs and Excise there is Mr. J. N. Leigh, Assistant Deputy Minister, Field Operations; Mr. T. C. Greig, Assistant Deputy Minister, Customs Program; Mr. B. C. Joudrey, Acting Assistant Deputy Minister, Excise; Mr. Morgan, Chief, Financial Planning Section. From Taxation you have already met Mr. H. E. Garland; with him are Mr. R. W. Arbuckle, Assistant Deputy Minister, Systems and Planning; Mr. D. L. H. Davidson, Assistant Deputy Minister, Legislation; Mr. J. W. D. Pudney, Director, Financial Management Services. And with Mr. Tansley, Administrator of the Anti-Inflation Act, we have Mr. W. H. Oliver, Deputy Administrator, Compensation.

Le président: Je vous remercie infiniment. Nous allons maintenant passer aux questions portant sur le budget principal. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, ma question est d'ordre administratif et porte sur le bureau de district desservant Winnipeg et ma région. J'ai reçu des plaintes surtout des patrons de petites entreprises. Lorsqu'ils se conforment aux dispositions de l'impôt les ruraux se trouvent désavantagés. Lorsque les reçus, les factures, etc. sont réclamés pour vérifier la déclaration d'impôt, il leur faut envoyer tous leurs comptes à Winnipeg, tandis qu'en ville, c'est un employé de l'impôt qui se rend dans les petites entreprises. Et c'est encore plus difficile, car vous n'êtes pas là pour les aider dans leur vérification. Il y a le cas par exemple, d'un petit épicier qui a malencontreusement brûlé toutes ses factures de gros, et qui croyait que les talons des chèques suffisaient comme pièces justificatives. Le ministère n'en a absolument pas tenu compte dans son évaluation et a fait comme s'il n'avait que des bénéfiques, pendant cette année et aucune dépense.

Sauf erreur, vous avez ouvert un bureau de vérification dans la ville et il semble que le personnel ne connaisse pas très bien ces problèmes, et la situation n'est pas fort satisfaisante, compte tenu des problèmes des petites entreprises. Ils n'accusent pas les petites entreprises de tentative de fraude fiscale, mais il reste qu'ils n'ont pas toutes les factures détaillées. Que pensez-vous de ce genre de problème administratif?

Le président: Madame le ministre.

Mlle Bégin: Monsieur le président, en réponse à la question de M. Ritchie, et avant de demander à M. Garland de répondre plus précisément que je ne le puisse, en ma qualité de nouveau ministre, j'aimerais dire aux membres du comité que les problèmes qui tracassent les petites entreprises quant à notre système relativement complexe, sont une de mes principales préoccupations. Je puis vous assurer que nous étudions certains formulaires de déclaration d'impôt dans le but de les simplifier. Plusieurs groupes nous ont signalé ces problèmes.

Vous avez parlé de problèmes administratifs dans votre propre région, et je demanderai à M. Garland de répondre avec plus de précision.